

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

l'espoir à gauche ?



4 JUIN AU 17 JUIN 1981 - 11ème année - N° 339 - 4,50 F

M 2242 - 339 - 4,5 F

quand nos lecteurs prennent la parole

RÉPONSE A UN LECTEUR
PAR UN LECTEUR

Décidément le chloroforme de l'anesthésie giscardienne est efficace; et son alliée, la bonne conscience de droite, toujours aussi sournoise. Y compris chez les royalistes.

Comment ne pas se révolter à la lecture de certaines prises de position parues dans le dernier numéro du journal, et ne pas dire : «Messieurs les bien-pensants, en voilà assez !» ?

Assez de complicités douteuses avec la France du fric et des scandales; de vos combats d'arrière-garde pour l'école dite «libre». On joue je ne sais quelle liberté dont seuls profiteraient les plus privilégiés; assez de vos références à un moralisme de salon, valeur-refuge tellement sécurisante face au radicalisme de la Bonne Nouvelle annoncée par Jésus.

Vous avez défendu et vous prétendez défendre le travail, la famille et la patrie. Mais le bel héritage que vous laissez là aux jeunes : un travail à la fois déshumanisant et de plus en plus rare; des conditions de vie aliénantes pour la famille; une terre des Pères dont vous excluez tous ceux qui ne vous ressemblent pas. Mais c'est peut-être un langage que vous ne pouvez comprendre; simplement parce que vous ne connaissez pas ces réalités de la France d'aujourd'hui : chômage, misère, humiliation, désespoir...

Alors, bas les masques ! Vous avez choisi votre camp : continuez donc votre œuvre de fossoyeur et de pourrisseur.

Pour ma part, je préfère être du côté des bâtisseurs, du côté de la jeunesse et de l'espérance; du côté du peuple de France pour la défense des droits du citoyens et pour la promotion de la dignité humaine dont Jean-Paul II nous rappelle, chaque fois qu'il le faut, la pressante urgence.

En tous cas, bravo Bertrand pour ta prise de position courageuse; et au travail pour une société plus juste, plus humaine : les royalistes ont leur place, pour cette restauration nationale, aux côtés des socialistes.

G.G. (Loire-atlantique)

LA PRESSE AU CRIBLE

«On ne fera qu'une brève mention des faits eux-mêmes, tant ils semblent dépassés dans cette affaire. Le prince Thibaut d'Orléans était P.D.G. de la galerie de Nesle, dirigée en fait par un certain Bonnaud. (...)»

(...)Le 30 mai 1980, Thibaut d'Orléans, dont nul ne soutient qu'il ne soit pas de nature instable et vagabonde, descend de Versailles vers Toulon, Tarbes et Pau en compagnie de Bonnaud. Au dernier moment s'est joint au voyage un repris de justice, Rippert, ami de Bonnaud, dont il est établi que le prince ignorait qu'il serait du voyage. Le soir même, à la tombée de la nuit, Bonnaud et Rippert tentent de pénétrer à main armée dans la villa de Mme Courty, à Tarbes, villa qui passe pour contenir d'importantes collections d'objets d'art. (...)»

(...) Mais comment le prince Thibaut a-t-il pu être impliqué ? C'est simple, il fallait un troisième homme, puisqu'une voiture a été vue fuyant les lieux au moment de l'alarme, qu'on devait d'ailleurs mettre beaucoup de temps à retrouver dans un endroit des plus simples : or l'accusation est formelle, ce troisième homme ressemblait «approximativement» (sic) à Thibaut d'Orléans, ce troisième «ne peut être que Thibaut d'Orléans». La version du prince est qu'après avoir pris congé de ses amis, il s'est rendu en auto-stop à Lourdes, où il a dormi à la belle étoile, ce qui peut évidemment apparaître singulier, mais ce qui est démontré tout de même comme étant conforme à son mode de vie habituel. Le lendemain, il se rend à Pau où il attend en vain ses douteux amis qu'il pensait y retrouver; il fait même une visite à des amis par qui, deux ans auparavant, il avait connu la victime, Mme Courty, et il ne leur dissimule nullement qu'il est descendu dans le Midi avec son associé Bonnaud et une tierce personne, ce qui peut laisser croire qu'il ne savait pas ce qui s'était passé la veille, après qu'il les eut quittés.

Nous touchons là à une autre clef de l'accusation. Thibaut d'Orléans connaissait Mme Courty pour lui avoir rendu visite, et avoir même déjeuné chez elle, dix-huit mois auparavant. Lui seul a donc pu indiquer à ses «complices» l'adresse (que tout le monde pouvait connaître) de Mme Courty, et le «plan» de sa maison (où ils n'ont même pas pénétré). Cette nouvelle «rumeur d'Orléans» s'amplifie au point que, voilà quelques semaines, le correspondant à Pau d'Europe 1, Bernard Lavergne, a pu présenter sans s'embarrasser davantage, au journal matinal de Christine Ockrent, la culpabilité du prince comme certaine : «Car, a-t-il dit textuellement, il connaît Mme Courty chez qui il a été invité à dîner quelques jours auparavant.» Toujours la grande information !

Que Thibaut d'Orléans ait parlé en son temps à son associé, directeur de galerie, des collections qu'il a pu voir chez Mme Courty, c'est bien possible. Mais tout le reste de l'accusation n'est, là en-

l'affaire thibaut d'orléans

Depuis plus d'un an le prince Thibaut, fils cadet du comte de Paris, est incarcéré à la prison de Pau. Philippe de Saint Robert a fait le point sur cette affaire dans «Le Matin» du 16 mai dernier. Nous donnons ci-dessous de larges extraits de sa remarquable tribune.

core, qu'un savant échaffaudage de présomptions sans preuves, et sans la moindre matérialité des faits. A aucun moment, les prétendus complices du prince ne l'ont mis en cause autrement que pour ce qu'il n'a jamais nié lui-même, c'est-à-dire le chemin fait ensemble jusqu'à Tarbes. On souligne bien sûr que personne n'a vu le prince cette nuit-là, et que ses alibis n'ont pu être établis. Mais s'il suffit de n'avoir pas d'alibi vérifiable pour être coupable, ne restez jamais seul une seule nuit. On peut au contraire remarquer que c'eût été un jeu d'enfant, pour un homme qui a autant de relations que lui, de rentrer dans la nuit du 30 mars à Paris et s'y forger une solide caution, s'il en avait réellement éprouvé le besoin.

En réalité, dès le début de l'enquête, l'attitude du juge d'instruction, M. Belmas, a confiné à l'acharnement. Disons d'abord que, dans une affaire de ce genre, il est tout à fait exclu qu'une telle inculpation, reposant sur des données aussi fragiles, et étant donné la personnalité du prévenu, ait pu être prononcée sans un feu vert de la Chancellerie et de l'Élysée. Ensuite, non seulement toutes les demandes de mise en liberté provisoire ont été repoussées les unes après les autres, mais dans l'état actuel des choses, Thibaut d'Orléans est maintenu au secret depuis plus d'un an, traitement qui est généralement réservé aux grands criminels : c'est-à-dire qu'en particulier, étant donné ce que sont les locaux de la prison de Pau, il n'a pas revu la lumière du



Bertrand Renouvin, dans ce premier manifeste de la NAR, explique comment rompre avec l'impérialisme économique fauteur de chômage et d'inflation, et comment en finir avec l'inégalité. Pour cela c'est une légitimité révolutionnaire qu'il faut instaurer si nous voulons répondre à l'exigence commune de justice. L'hypothèque giscardienne étant désormais levée, ce livre est plus que jamais d'actualité.

BON DE COMMANDE

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

commande exemplaires de «La révolution tranquille» et
verse pour cela F ci-joint à l'ordre de «Royaliste»,
CCP 18 104 06 N Paris.

Tarif (frais de port compris) : 1 exemplaire : 44 F, 3 exemplaires :
99 F, 5 exemplaires : 155 F, 10 exemplaires : 215 F.

jour depuis son incarcération. C'est sans doute pour qu'on voie mieux, à la mine verdâtre qu'il aura le jour de son procès, qu'il ne peut qu'être coupable.

Le juge, comprenant la fragilité psychologique d'un homme qui venait d'être profondément ébranlé par la mort d'un enfant (trois mois auparavant), a donc, disons-le vulgairement, «mis le paquet» pour le faire craquer. (...)

(...) Mais le jeune prince, pensant sans doute qu'à travers sa personne on voit surtout son illustre famille, n'a ni craqué ni changé sa défense. Et l'acte d'accusation n'apporte toujours aucune preuve aux présomptions qu'il avance. Au pis, du reste, si même ces présomptions devaient emporter la conviction d'un jury indigné qu'un prince de France puisse être mêlé à une telle affaire, elles aboutiraient tout au plus à faire de Thibaut d'Orléans l'otage involontaire ou inconscient d'amis indécents et pour le moins mal choisis.

L'affaire est mesquine et elle vient confirmer, s'il en était encore besoin, mais de la manière la plus inattendue, à quel point notre justice est une justice de classe. Voilà trois ans, dans une affaire infiniment plus grave, puisqu'il y avait eu mort d'homme et que la matérialité des faits était donc établie, le prince-héritier d'Italie ne s'était pas vu refuser une mise en liberté provisoire assortie même d'une autorisation de résider à l'étranger. Il est vrai que des princes encore régnant étaient discrètement intervenus auprès de leur cousin trônant à l'Elysée. Ce dernier n'a pas manqué non plus de veiller à la protection et à l'impunité d'un prince polonais dangereusement compromis dans une sombre affaire d'assassinat. (...)

(...) Ainsi Thibaut d'Orléans offrait-il l'occasion d'une diversion inespérée, d'une démonstration toute gratuite de rigueur de la justice républicaine s'acharnant sur un prince parce qu'il est pauvre et sur un pauvre parce qu'il est prince : reste à se demander si, par là même, on n'a pas rendu hommage involontairement à ce que représente encore dans ce pays une dynastie moins oubliée qu'il n'y paraît.

P.S.R.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

ô immortels de la république !

La victoire «d'un homme de gauche» devait nécessairement produire dans ce pays un «choc émotionnel» considérable.

Les souvenirs, les images, la nostalgie, les grandes luttes ouvrières, 1936, la libération, 1968... D'ailleurs les dirigeants du parti socialiste ne se sont pas fait faute de puiser dans le passé de quoi donner de la couleur à la fête et aux cérémonies de l'avènement présidentiel. On n'échappe décidément pas à l'histoire et sa symbolique. Même et surtout lorsqu'on prétend représenter le progrès.

En un certain sens, le pouvoir déchu malgré ses tics et ses prétentions jouait sur un style plus moderniste que celui dont nous goûtons aujourd'hui les effets esthétiques souvent très appuyés. Un parfum «rétro», parfois un peu désuet accompagne le discours socialiste. On aurait tort sans doute de se moquer, puisqu'il évoque des pages nobles du courage et des espoirs ouvriers. C'est toute une tradition essentielle à notre mémoire qui trouve ainsi droit de cité, que l'autre France a trop considéré avec dédain ou crainte.

Le risque serait qu'en en faisant un peu trop, le nouvel établissement n'aggrave la coupure de la France en deux. Il n'a pas fait pour le moment de faute majeure, il faut souhaiter qu'il saura contenir un réflexe de revanche sur le passé proche pour ne pas créer un traumatisme dont le pays souffrirait gravement. Il est certain que la question de l'enseignement libre constituera un test décisif. La Vème République avait inscrit à son actif la fin de la querelle scolaire. Si les socialistes ranimaient cette querelle, ils développeraient un esprit de lutte civile aux conséquences les plus graves.

C'est au point où le symbole rejoint l'idéologie et la pratique

politique que l'on interroge avec quelque gravité le sens d'une fête et certains rites. La tradition républicaine n'est pas innocente, pas plus que la laïcité à laquelle elle a lié son sort depuis le départ. Si le caractère laïc de l'Etat signifiait l'indépendance du pouvoir par rapport aux autres instances et diverses cléricatures, il conviendrait de s'en féliciter. Après tout, un pape tenu pour réactionnaire a parlé de la saine laïcité de l'Etat. Malheureusement, chez nous, comme ailleurs, la laïcité a pris dès le départ l'allure et le contenu d'une contre-religion, c'est à dire d'une religion contraire.

Ranimer la symbolique et les rites de cette religion jusque dans son temple, c'est donner au septennat qui commence la marque d'un passé fort bien repéré. La

cérémonie du Panthéon a constitué un sommet et une sorte de chef d'œuvre pour la télévision dont les caméras ont réussi à faire vibrer les cordes sensibles d'une France muette. Est-ce François Mitterrand qui avait décidé délibérément ce grand morceau d'esthétisme ? Ou un réalisateur particulièrement doué, tout à son bonheur d'effets grandioses, de plans en profondeurs, d'images hiératiques, nous étions à la liturgie dans le temple de tous les dieux, qui ne sont plus des dieux mais les immortels de la République.

Notre président, homme de lettres, si sensible à l'éclat des choses n'a pas pu ne pas calculer la portée de son geste, la répercussion pour des millions de téléspectateurs... Car pour les spectateurs massés dans la rue Soufflot, c'était autre chose. Ils n'apercevaient ou n'entendaient que de très loin et de façon étouffée les échos de la liturgie : Qui étaient-ils ? Militants de la gauche orthodoxe, gauchistes en nostalgie avec leurs mômes à la rose juchés sur les épaules. Quelques uns se sont demandés si le scepticisme goguenard et anar n'allait pas se muer en un nouveau militantisme. Les gens de la bof génération qui hier encore se rangeaient derrière Coluche candidat vont-ils abandonner leurs sarcasmes pour remordre à des tâches politiques ? C'était plutôt ce genre de question que l'on se posait en observant les festivités du 21 mai.

Le concours de peuple, quand même assez considérable, démontrait que la gauche plus que la droite est capable de toucher et de mobiliser la rue. Le président de la république n'évoquait pas sans raison dans son discours d'investiture ces masses qui n'ont accédé que très occasionnellement par leurs représentants aux responsabilités de l'Etat. C'étaient elles qui se réjouissaient et dansaient l'autre soir. Comment ne pas participer à leur joie avec le vœu qu'elles ne soient pas déçues cette fois.

André Malraux a dit un jour que la gauche en France commençait avec Henri IV. Le roi béarnais sut en son temps réconcilier les deux France. On souhaite que François Mitterrand dans l'inspiration légitimiste de la Vème République perpétue cette tradition là qui suscitera, il est vrai d'autres symboles auxquels de Gaulle a donné une illustration inédite.

Michel DOHIS



message sur l'état du royaume

Ainsi, à la demande du Président sortant, M. Barre, tel ces hommes célèbres qui écrivent leurs mémoires pour être plus sûrs que l'histoire rendra justice à leur modeste personne, nous a gratifié, avant son départ, d'un bilan économique.

Il est vrai que M. Mitterrand avait imprudemment claiorné qu'il en demanderait un à son premier ministre. Gageons que celui-ci sera sensiblement différent de celui-là. Qu'en est-il exactement de l'état du Royaume de France,

échoué aussi largement pour ce qui est de l'inflation : 13,6% pour 1980, voilà qui n'est pas glorieux ! Inutile d'insister sur ce point qui est aujourd'hui bien connu, (comme est connu l'effet modeste de la « crise pétrolière »

« choix » (les gens de Plogoff comprendront), elle n'assurera l'indépendance de la France que dans une certaine mesure : si l'on choisit le surrégénérateur, puisque notre pays est pauvre en uranium. Quant à l'informatique et à l'industrie des circuits intégrés qui conditionnent l'avenir, les moyens retenus et les choix opérés nous laissent dépendants de la technologie américaine.

De l'agriculture, on peut dire ce qu'une aristocrate répondait quand on lui demandait ce qu'elle avait fait sous la Terreur : « J'ai survécu ». La production a augmenté, mais le revenu des agri-

ationale du travail. Nous avons de nombreuses fois dénoncé dans ces colonnes ce libre-échangisme exacerbé et ses ravages. Pour les pays développés nous en avons vu les effets plus haut. Quant aux nations « en voie de développement » la voie se traduit par une impasse : pillage des ressources, exploitation de la main d'œuvre, culture menacée. A ce prix le développement durable ne leur est pas même assuré car on trouve toujours plus sous-développé que soi et les capitaux peuvent repasser la frontière. Pour lutter contre cet engrenage, deux conditions doivent être remplies : la première est le pragmatisme en matière européenne (sur ce sujet on peut émettre des doutes quant à l'attitude socialiste); la seconde réside dans une action diplomatique vigoureuse (dans laquelle la France pourrait trouver de nombreux alliés, pour peu qu'elle fasse preuve de constance et de détermination) et une remise en cause d'un système monétaire largement dominé par les Etats-Unis, pour leur plus grand profit.

ET MAINTENANT LES SOCIALISTES A L'OEUVRE

Les socialistes et leurs compagnons de route vont avoir une tâche difficile. Même si les électeurs, en juin prochain, leur donnent les moyens d'une politique encore à définir dans une large mesure, ce ne sera pas chose facile que de revivifier le tissu industriel et agricole français. D'autant plus que si l'actuel gouvernement ou celui qui lui succèdera veut réellement « changer la vie » il ne pourra se contenter de rester « l'honnête gérant du capitalisme » et se borner à neutraliser la frange la plus réactionnaire du patronat, en accordant quelques concessions à un salariat qui - trop longtemps resté muet - a perdu le goût de l'initiative et de la responsabilité. Prendre, dans le même temps, les mesures techniques immédiates d'un nouveau développement économique, et jeter les bases de ce qui ne peut être qu'une véritable révolution des esprits, tout cela sans casser l'économie française, ne sera pas chose aisée.

Lors de son débat avec M. Giscard, l'actuel Président avait justement fait observer que c'était la gauche qui nationalisait et la droite qui étatisait. Si les urnes le permettent, les prochains mois nous diront quel contenu précis M. Mitterrand donne, au delà cette remarque importante, à sa politique économique.

A. SOLARI

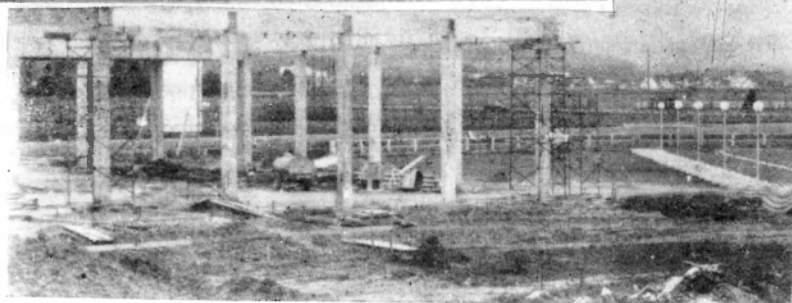


nucléaire :

un choix imposé aux populations.

Bâtiment :

L'absence d'une politique du logement social



« géré » pendant sept ans par un homme dont l'esprit était bien plus celui des grands féodaux que celui, trop vite dénoncé, d'un monarque authentique ?

LE BILAN DES LIBÉRAUX

Frappée du sceau de l'analyse libérale classique la politique de M. Barre a été marquée par une volonté d'équilibres et de rigueur financière. De fait le déficit budgétaire a toujours été maintenu dans des limites raisonnables, flatteuses si on les rapporte à certains de nos partenaires européens. L'optimisme de l'ancien premier ministre serait à tempérer en ce qui concerne le franc. La comparaison des cours de 1974 et de 1981, par rapport au D.M. par exemple, ne nous est pas favorable. Néanmoins, pour la partie du septennat qui le concerne, M. Barre a maintenu notre devise à un niveau qui ne compromet rien d'essentiel. En matière de commerce extérieur, les chiffres récents traduisent une amélioration. Mais celle-ci est due, pour une part, à la récession économique, qui diminue nos besoins d'importations. De plus, nos échanges demeurent largement déficitaires avec les pays industrialisés comparables, comme ceux de la CEE, et plus encore avec les Etats-Unis.

Il est fâcheux qu'une politique se voulant aussi rigoureuse ait

dans ce domaine).

Quant au chômage... entre 1.600.000 et 1.700.000 « demandeurs d'emplois » - pour employer un doux euphémisme - sont des chiffres qui parlent d'eux-mêmes. Il est vrai qu'il ne suffisait pas d'attendre que les courbes démographiques redeviennent plus « favorables » : gouverner, c'est prévoir. Le chômage résulte d'une politique qui livre totalement (alors qu'un minimum de prévoyance et de protection temporaire s'imposait) notre pays aux effets de la « concurrence internationale ». Des pans entiers de notre économie sont en difficulté, voire même s'effondrent : la sidérurgie, le textile, le bâtiment (qui paie l'absence de véritable politique sociale du logement), la chimie et même - très récemment - l'automobile.

La politique énergétique choisie - le tout nucléaire - a pu jouer un rôle de « locomotive ». Mais indépendamment des problèmes de fond que sont la sécurité et les moyens utilisés pour imposer ce

culteurs a connu une lente et constante érosion. Par ailleurs, des questions fondamentales, comme le prix de la terre (qui conditionne l'installation des jeunes agriculteurs) ou la faiblesse - étonnante dans un pays agricole - de l'industrie agro-alimentaire, restent pendantes.

CE QUE LES CHIFFRES NE DISENT PAS

Enfin, il a fallu une singulière audace à « V.G.E. » pour se poser en défenseur des PMI et PME (instruments indispensables d'une décentralisation économique) : chacun sait que leur existence dépend largement, d'une part de la volonté des groupes multinationaux, d'autre par des crédits accordés par les banques, qu'elles soient nationalisées ou non.

Mais ce que les chiffres ne disent pas, c'est l'acharnement mis par le candidat sorti à renforcer, au nom de la « compétitivité », les groupes financiers et multinationaux, à faciliter leur « restructuration », à insérer davantage la France dans la nouvelle division inter-

L'EXPRESS

Une planche de salut pour la «nouvelle droite»?...

“restructuration” dans la presse “d’opposition”

Il y a trois mois un journaliste du «Figaro-Magazine» me déclarait que la «place forte construite par Hersant avec l'apport de Pauwels et d'autres pourrait bien détrôner «Le Monde» d'ici peu.» Aujourd'hui, un repli tactique s'amorce dans l'ensemble de la presse d'«opposition».

Des rumeurs contradictoires alimentent jour après jour le petit monde des salles de rédaction. La crise qui a secoué *L'Express* n'est que la partie émergée. Jimmy Goldsmith, le propriétaire de l'hebdomadaire, après avoir enregistré la démission de Jean-François Revel et d'Olivier Todd suivis par d'autres membres de la rédaction (dont Max Gallo qui se prépare à entrer en lice aux législatives sous les couleurs socialistes), a confié à une équipe restreinte, sous son autorité nominale, la gestion de la «rédaction courante». Il serait question prochainement d'un dégraissage massif (30% des dépenses totales) et de la mise à flot dès septembre d'un hebdomadaire plus ouvertement conservateur, dans le style de l'hebdomadaire que Jimmy Goldsmith dirige outre-Manche, *«Now»*.

C'en sera donc fini de *L'Express* qui selon l'expression de Jean-François Revel : «couvrait des sensibilités diverses, de la Droite non-extrémiste à la Gauche non-totalitaire.» Il ajoutait même : «Nous n'avons jamais défendu le P.C. mais nous n'avons pas non plus encouragé l'extrême ou la «nouvelle» droite avec laquelle nous avons mené des polémiques.»

L'Express nouvelle formule pourrait bien être la planche de salut de certains conservateurs voire de la nouvelle Droite trop voyants dans l'équipe Hersant.

Car le propriétaire du *Figaro* doit non seulement tenir compte de la nouvelle donne politique mais aussi du sentiment «légitimiste» de son électorat. Déjà le pli semble pris depuis quelques jours à la rédaction de la rue du Lou-

vre. Le service politique, même s'il continue à donner clairement la couleur de ses choix, a abandonné le ton militant qu'il employait dans les dernières semaines de la campagne présidentielle.

Une neutralité «régimiste» préside à la rédaction des articles consacrés au chef de l'Etat, et on insiste avec délectation sur le «réalisme» des premières mesures financières et monétaires ou sur le «ton mesuré» et atlantiste des déclarations finales des entretiens Mitterrand-Schmidt.

Lorsque les socialistes étaient dans l'opposition ils déclaraient à qui voulait les entendre que l'empire Hersant était un obstacle insupportable à la liberté de l'information et qu'en conséquence il faudrait appliquer les textes en vigueur, à savoir les fameuses ordonnances de 44 sur la propriété des organes de presse. Il est vrai que le temps joue désormais pour eux, même si avant de s'attaquer au monopole Hersant, le nouveau ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, devra mettre de l'ordre dans ses affaires personnelles.

La nouvelle droite qui avait le vent en poupe dans les dernières années du régime giscardien, moins par son importance numérique que par les thèmes idéologiques renouvelés qu'elle servait à la vieille droite libérale, risque d'être victime du changement.

La morgue affichée ici ou là dans des magazines luxueux sur papier glacé et l'assurance d'être ad aeternam dans les allées du pouvoir vont laisser place à bien des désillusions. N'être plus du côté du manche est un art qui s'apprend, mais il est aussi des voussures dont on ne se relève pas.

F.M.

RELIGION

Jean paul II:

après l'angoisse ce qui doit advenir...

Mercredi 13 mai, quelques heures durant, nous avons senti l'abîme sous nos pieds.

La disparition de Jean-Paul II nous est brusquement apparue comme une possibilité débouchant sur le cauchemar. Dans le monde difficile d'aujourd'hui, nous allions être un peu plus démunis. Il nous manquerait l'autorité ferme, la lumière de l'espérance et l'enthousiasme retrouvés. Si le meurtier avait réussi son œuvre de mort, que serait devenue la Pologne de Lech Walesa ? Que seraient devenues toutes ces églises que l'infatigable pèlerin a voulu réveiller; celle d'Amérique latine en particulier si ballottée entre les impérialismes, la domination de l'argent, les dictatures sanglantes de droite et de gauche ? Le message de Puebla risquait de se perdre dans les sables.

Il faut passer par l'épreuve pour comprendre l'importance historique d'un homme. Soljenitsyne nous l'avait signifiée. Mais dans le cours des choses, on oublie souvent l'essentiel... nous voici donc rassurés, quinze jours et plus après le drame de la place Saint-Pierre, avec tout de même le souci que le pape recouvre sa belle condition physique qui lui a permis de faire tant et tant en moins de trois ans. Nous avons une certitude pourtant, Jean-Paul II continuera dans la voie qu'il a tracée. Recentrage sur la foi, réveil des énergies de toutes les communautés chrétiennes, vision supérieure de la politique avec la défense des droits de l'homme dont le christianisme révèle la vérité et le salut. Il n'y a aucune chance pour que le pape dévie de ces trois orientations de son pontificat.

On peut prévoir qu'il emploiera son temps de convalescence à



faire le point sur le chemin parcouru et les étapes suivantes. Beaucoup d'observateurs pensaient que Jean-Paul II achèverait son tour du monde, avant de concevoir et de réaliser la véritable réforme de la Curie qui s'impose. Le gouvernement de l'Eglise requiert, en effet, des moyens nouveaux et des hommes nouveaux.

Ceux-ci doivent être trouvés un peu partout, pour que réunis à Rome ils puissent permettre au Pape de gouverner une Eglise vraiment universelle. Les grands dossiers qui sont traités au troisième étage du palais pontifical concernent aujourd'hui autant la Chine et le Japon que l'Europe. L'importance des Eglises du tiers monde exigera de plus en plus une association directe de leurs représentants aux services du Vatican. D'autre part, le pape ressent la nécessité pour seconder son action d'hommes de premier plan, capables de donner une impulsion à ses services.

Un autre objectif pour le pape, c'est la nomination d'une autre génération d'évêques pour faire franchir aux différentes églises le pas de l'après Vatican II. Pour nous autres Français, cela est tout à fait sensible. Une quinzaine d'évêques devront être remplacés dans les prochains mois. Leur choix n'est pas facile dans la mesure où le pape est difficile. La nomination de Mgr Jean-Marie Lustiger est à ce propos révélatrice. Avec lui s'est dessiné le visage de l'Eglise de France souhaité par le pape. On pressent ainsi ce qui est en œuvre et ce qui doit encore advenir.

Gérard LECLERC



« Le véritable ailleurs c'est la N.A.R. »

Jean-Luc Marion est né en 1945. Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, il est actuellement Maître-Assistant de philosophie à l'université de Paris-Sorbonne. Docteur d'Etat en 1980, il a publié d'importants ouvrages parmi lesquels : *Sur l'ontologie grise de Descartes* (Vrin 1975), *L'Idole et la distance* (Grasset 1977), *Sur la théologie blanche de Descartes* (P.U.F. 1981).

« la n.a.r. devrait développer une «marginalité centrale» »

Ce qui est intéressant dans la Nouvelle Action Royaliste, c'est que c'est le seul mouvement qui ne soit pas un mouvement politique. Autrement dit, c'est un mouvement politique qui n'existe pas.

Nul paradoxe à cela. En effet, un mouvement politique est habituellement destiné soit à conquérir le pouvoir, soit à défendre une idéologie - ces deux caractéristiques devant, dans la plupart des cas, se recouper. Or le propre de la N.A.R. c'est qu'elle n'est pas destinée à conquérir le pouvoir : si on veut conquérir le pouvoir, on n'adhère pas à la N.A.R., mais

à un autre mouvement politique. Cela signifie que, à la Nouvelle Action Royaliste, la conquête du pouvoir n'est pas la première motivation, donc on n'y fait pas de la politique au sens habituel.

D'autre part, on ne peut pas dire non plus que la N.A.R. défende une idéologie. Cela ne veut pas dire que la N.A.R. n'ait pas d'idées : au contraire, elle en a plutôt trop, elles sont parfois contradictoires et viennent d'horizons très différents. Donc, ces idées ne forment pas un corps de doctrine.

La question qui se pose est alors la suivante : d'où vient que la N.A.R. ait une cohérence, et même une forte personnalité puisqu'elle peut aimer des gens que par ailleurs beaucoup de choses séparent ?

Réponse : la N.A.R. n'a pas à conquérir le pouvoir parce qu'en un sens elle l'a déjà, elle n'a pas à avoir une idéologie parce qu'elle a une pensée. Je m'explique : ce qui est prodigieux dans ce mouvement, c'est la prise tellement au sérieux de la notion de légitimité que cela dispense en un sens de se perdre dans ces choses annexes où se perdent tous les mouvements politiques - à savoir la conquête du pouvoir et la détermination d'un programme. Ces choses sont considérées comme annexes parce que la légitimité elle-même est considérée en soi comme un concept politique : elle est en soi une légitimité, elle est en soi un contenu théorique.

Cela devient d'autant plus paradoxal - et c'est là que la N.A.R. n'existe pas en une autre façon - que ce n'est même pas un mouve-

ils nous jugent

ment royaliste qui aurait comme programme la restauration du Prétendant. Cela pour de nombreuses raisons, sur lesquelles je ne m'étendrai pas ici. Donc, cette légitimité, qui est la seule force de la N.A.R., n'est même pas vécue comme un projet politique. C'est ce qui fait qu'au second degré la N.A.R. a une inexistence politique tout à fait remarquable.

Cependant, il ne suffirait pas de ne pas exister à deux degrés pour justifier son existence; il doit donc y avoir une autre raison pour quoi la N.A.R. remplit un rôle. Je pense que cette surdétermination négative des lois habituelles des partis politiques permet à la N.A.R. de se constituer - non pas comme n'existant pas car elle existe - mais comme un *non lieu politique* : c'est à dire l'endroit qui attire ce que la politique repousse. C'est un rôle opposé, et donc tout ce qui, en matière politique repousse. C'est un rôle opposé, et donc tout ce qui, en matière de pensée politique, ne peut pas être toléré d'une façon ou d'une autre par les idéologies des partis est en quelque manière irrésistiblement attiré par la N.A.R.

Puisque, aujourd'hui, l'ailleurs n'est tenu par personne - l'ailleurs étant maintenant ministre - on peut dire que le véritable ailleurs c'est la N.A.R. De fait, le nombre de gens qui y sont passés pour y parler sans en faire partie montre bien que c'est un ailleurs véritable. C'est un ailleurs véritable parce que c'est l'insertion dans le champ politique d'une instance qui, finalement, ne relève pas de la politique. C'est pour cela que la N.A.R. attire des idées contradictoires, et c'est pour cela qu'elle les concilie : à un certain niveau d'analyse qui n'est pas celui du problème politique mais qui est celui de certaines constantes élémentaires, ces idées cessent d'être contradictoires.

Quelles constantes élémentaires ? La première thèse fondamentale de la N.A.R. est que *l'homme n'est pas un animal poli-*

Dans ses deux derniers numéros et des interviews d'amis prié de leur dire ce qu'ils pensaient de ne envisageaient notre avenir. Nous numéro 337 les textes de Philippe Tang, Luc de Goustine, Henry Mc mas. Puis, dans le numéro 338 Hallier et un texte de Marcel Jull et Jean-Luc Marion ont bien voulu

tique, mais un animal qui a une âme - ceci ayant des conséquences politiques. Ou encore : *l'homme n'est pas un animal économique*, ce qui permet des diatribes contre le totalitarisme économique autant que contre le totalitarisme idéologique. Il y a aussi le principe décisif que l'interconnexion entre les réalités spirituelles et les réalités politiques fait partie de la réalité. Ces données permettent à la N.A.R. de faire le lien entre des choses qui sont apparemment contraires. En effet, ce qui peut apparaître contradictoire ne fait pas éclater le projet politique de la N.A.R. parce qu'elle a l'idée de la légitimité, qui joue comme principe universel parfaitement opératoire : c'est par la légitimité qu'elle concilie l'Etat et la décentralisation, l'identité nationale et l'orientation tiers-mondiste, etc.

En conclusion, pour que la N.A.R. demeure elle-même, il faudrait qu'elle ne cesse de développer ce que j'appellerai une «marginalité centrale». En politique, la marginalité est aisée : il suffit de ne pas être capable de conquérir le pouvoir pour être marginal. Tel n'est pas le cas de la Nouvelle Action Royaliste, qui est marginale de manière centrale, parce que l'obsession du pouvoir y est une question dépassée. Enfin la principale tâche théorique de la N.A.R. serait sans doute de déterminer ce que veut dire légitimité. Car, paradoxalement, ce point fort est aussi celui sur lequel le discours est apparemment le plus discret.

Jean-Luc MARION

S

(suite)

«Royaliste» a publié des lettres, auxquels nous avons donné notre entreprise et comment ils nous ont ainsi publié dans notre journal de Saint Robert, Pierre Boustaigu et Olivier Germain-Thouvenin. Cette semaine, Léo Hamon nous confie leurs réflexions.

Léo Hamon a occupé d'importantes fonctions dans le mouvement gaulliste : membre du comité directeur de l'Union démocratique du Travail puis membre du comité central de l'Union pour la Nouvelle République, il a été directeur politique de Notre République, organe des gaullistes de gauche. Membre du Conseil de la République de 1946 à 1958, il a été plusieurs fois député à l'Assemblée nationale. Dans le gouvernement Chaban-Delmas, il fut secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, puis secrétaire d'Etat chargé de la Participation et de l'Intéressement. Il est aujourd'hui président d'Initiative Républicaine et Socialiste.

«Royaliste veut épouser le mouvement libérateur des hommes»

Le jugement que je porte sur Royaliste se situe naturellement dans le contexte d'une réflexion sur les institutions, une histoire et un présent.



Dans le présent on a beaucoup parlé de la monarchie républicaine. Qu'est-ce à dire ? La monarchie, dans son principe, est une institution par laquelle un homme incarne l'unité et la permanence de la Nation -la continuité de son destin au delà des luttes des partis- qui par essence se posent en s'opposant. Et cette vertu d'incarnation est l'objet d'une transmission héréditaire pour être ainsi soustraite à la contestation et même à la compétition.

Dans les derniers siècles de notre histoire le principe monarchique est souvent apparu lié avec la défense des privilèges patrimoniaux par ses partisans... le refus d'une rupture de continuité intervenue à la fin du XVIIIème -l'opposition à l'esprit de la Révolution. L'institution même en venait -contre sa nature- à épouser le profil d'une cicatrice.

Royaliste veut rappeler et restaurer la continuité de la monarchie, son ouverture à l'histoire, mais en la désolidarisant, en l'éloignant même de la couleur politique que lui avaient trop souvent prêtée ceux qui se réclamaient d'elle depuis 1789. Royaliste, lui, veut épouser le mouvement libérateur des hommes et pense revenir ainsi à une tradition ancienne et fondamentale de la monarchie.

Personnellement je ne crois

pas, j'ai eu l'occasion de vous le dire, que cette tentative puisse prévaloir sur l'aboutissement institutionnel du cours des événements.

Le choix populaire dont toute légitimité découle s'est, je pense, attaché à la République.

Mais la réconciliation nationale que poursuivent les hommes de Royaliste peut et doit, elle, aboutir. Royaliste témoigne pour la possibilité d'une continuité qui ne soit pas sclérose et nostalgie du passé. Parfois même, peut-être, la fougue juvénile de quelques rédacteurs tient, selon moi, insuffisamment compte -notamment en politique internationale-

de la contrainte des choses, et certains amis peuvent aussi avec une éloquente véhémence, rappeler une tradition polémique qui a fait, dans la passé, du mal à la Monarchie et n'est en tout cas pas dans mon goût personnel.

Mais cela est bien peu de chose à côté de la noblesse, du talent, de la chaleur des convictions et de la valeur du témoignage et la contribution apportée à l'esprit public par des hommes qui tiennent pour la continuité en acceptant l'évolution, rencontre ainsi naturellement les forces démocratiques profondes dans le pays. Hier encore nous nous sommes ainsi retrouvés du même côté que il s'est agi de choisir un Chef de l'Etat.

Et puisque l'on oppose juridiquement le principe du libre choix et celui de l'hérédité, puis-je dire amicalement à Bertrand Renouvin qu'il marie pour moi les deux puisqu'un choix libre et réfléchi porte toute ma sympathie vers l'hérédité qu'il atteste -lui- par son exemple personnel, l'hérédité du courage politique et civique dont son admirable père fut le témoin et le martyr.

Je ne crois guère que la monarchie puisse rentrer dans l'ordre des faits, mais c'est beaucoup, j'en suis sûr, que de contribuer à réconcilier le souci de l'unité nationale et de la continuité de notre histoire avec l'ouverture à l'espérance et au grand mouvement démocratique de notre temps.

Par votre exemple, vous faites du bien à l'esprit public -et même si la monarchie est un mythe, après avoir été une grande histoire- par vous, ce mythe, dans la forme que vous lui donnez, pourra très valablement contribuer à l'unité de notre pays. Je suis donc avec intérêt votre entreprise y compris l'effort par lequel vous voulez allier la raison au mythe.

Léo HAMON

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

GUYANE

A la frontière de la France et du Brésil ... !!! Oui, cela est possible en Guyane que la « République une et indivisible » a voulue « département français » comme les autres. Dans son livre, Louis Doucet ne se fait pas faute de rapporter les curiosités, les absurdités, voire les crimes, qu'engendre le système politico-administratif de cette terre française aux Amériques.

On s'émerveille de la précision de l'enquête d'un voyageur qui a voulu tout connaître du pays qu'il visitait : le bagne bien sûr qui a fait de cette colonie un pays maudit, les côtes, les « villes », la base de Kourou, les frontières, mais aussi les villages des derniers chercheurs d'or, les territoires indiens, la léproserie, etc.

L. Doucet nous mène à la rencontre de personnalités de toutes races et conditions sociales qu'il décrit avec une indulgence rarement démentie : fonctionnaires métropolitains, marchands chinois, curé de choc, fripouilles enrichies, la palette semble inépuisable : des Indiens indigènes et des Noirs descendants d'esclaves, en passant par les « vieux blancs » anciens bagnards jusqu'aux Hmongs tout récemment transplantés depuis leur Laos natal ...

Ce livre riche en couleurs, sentiments et informations exactes fera découvrir et aimer des populations qui méritent mieux que l'ignorance ou les préjugés que nourrissent à leur égard leurs « concitoyens » de la métropole. On voudrait aussi qu'il contribue à intéresser les Français aux problèmes politiques que pose notre présence dans cette lointaine colonie.

F.A.

MOYEN-AGE

Il y a quelques années la médiéviste Régine Pernoud s'était signalée au grand public par un virulent pamphlet, *Pour en finir avec le Moyen-Age*, qui rétablissait la vérité sur cette époque méconnue. *Lumière du Moyen-Age*, livre paru en 1944, qui vient d'être réédité, laissait déjà entrevoir son travail de réhabilitation de ce millénaire qui sépare l'Antiquité de la Renaissance. Par touches successives elle nous fait revivre cette époque riche en débats théologiques et luttes politiques de toutes sortes. La légende d'un Moyen-Age obscur et ignorant, peuplé de paysans affamés qui battent les grenouilles pour permettre aux seigneurs de dormir en paix est réduite à néant. Grâce à ce livre, le Moyen-Age apparaît dans toute sa dimension et témoigne d'une civilisation raffinée et cultivée dont les fabliaux et les cathédrales sont l'expression la plus achevée. En appendice un Petit dictionnaire du Moyen-Age traditionnel permet à l'auteur de liquider avec humour quelques idées reçues.

H.B.

Tocqueville,

un monarchiste indépendant

« J'ai voulu peindre les traits généraux des sociétés démocratiques ». Cette phrase de Tocqueville résume toute son œuvre.

Tocqueville est considéré comme le premier sociologue français. Le regain d'attention manifesté à son égard par la Nouvelle Histoire (1), à la suite de Raymond Aron, donne tout son intérêt à la biographie écrite par Xavier de la Fournière (2).

Né dans une vieille famille de l'aristocratie normande, Tocqueville héritera de son père, préfet et historien, son expérience de l'administration et son goût pour l'histoire. C'est pour échapper au profond ennui que lui occasionne l'exercice de juge auditeur à Versailles qu'il s'embarque avec son ami de Beaumont, en avril 1831 pour le Nouveau Monde afin d'y mener une enquête sur la condition pénitentiaire en Amérique du Nord. Était-ce un prétexte ? De fait seul Beaumont rédigea le rapport tandis que Tocqueville, à l'aide de ses notes de voyage, élaborera l'œuvre qui fera sa renommée : *De la démocratie en Amérique*



Observateur perspicace des États-Unis, Tocqueville avait deviné que là était le futur de l'Europe. Aujourd'hui on ne peut qu'être étonné de la justesse de ses analyses. Avec plus d'un siècle d'avance notre société de consommation est décrite; riche quant au matériel, mais pauvre spirituellement, égalitaire mais peu libérale. C'est que pour Tocqueville nos sociétés vont vers l'égalité. Or l'égalité est antinomique de la liberté. Ce monarchiste, amoureux de la liberté, ne cesse de dénoncer en des termes qui

font penser à *L'Avenir de l'intelligence* de Maurras, la loi du nombre qui en détruisant les corps intermédiaires fait le lit du despotisme d'État. Loi du « développement graduel de l'égalité » qui lui semble irréversible et dont en une phrase lapidaire il résume la logique chez les révolutionnaires de 89 « Ils avaient voulu être libres pour pouvoir se faire égaux et, à mesure que l'égalité s'établissait davantage à l'aide de la liberté, elle rendrait la liberté plus difficile ».

Mais le comte de Tocqueville, pourtant imbu des idées de sa caste, reste confiant en l'homme et en son instinct d'indépendance.

La concentration du pouvoir qui résulte de la démocratisation de la société peut être combattue car, il en est convaincu, ce sont les hommes qui font l'histoire.

Élu député de Valognes, principal animateur d'une « nouvelle gauche » parlementaire il ne cessera de lutter pour défendre la liberté de la presse, l'abolition de l'esclavage dans les colonies et surtout pour établir une véritable décentralisation. Cette dernière exigence se heurtera au jacobinisme conjugué des conservateurs et des républicains. Son ralliement spectaculaire au roi Louis-Philippe, malgré ses amitiés légitimistes, avait laissé supposer qu'il était opportuniste. C'était mal connaître Tocqueville. Le coup d'État de Louis-Napoléon le 2 décembre 1851 l'amènera à cesser toute activité politique par opposition au « régime du sabre ». Retiré il se consacra à l'étude de la Révolution française et pourra méditer sur le danger qu'il avait annoncé que *le chemin est court qui mène de Demos à César*.

Hubert BOCQUILLON

(1) François Furet - *Penser la Révolution française* - Gallimard. Franco 88 F.

(2) Xavier de la Fournière - *Alexis de Tocqueville, un monarchiste indépendant* - Librairie académique Perrin. Franco : 85 F.

REVES DE PROLETAIRES

A quoi pouvaient donc rêver les ouvriers du siècle dernier lorsque, brisés par une journée de travail, ils s'abandonnaient au sommeil ? Jacques Rancière, dans *La nuit des prolétaires*, s'est lancé dans une enquête fastidieuse pour sonder les désirs les plus intimes de la classe ouvrière. Les poèmes, les journaux de travailleurs comme le *Populaire*, le *Nouveau Monde* ou l'*Atelier*, les confidences échangées au détour d'une correspondance forment la trame de son ouvrage. Plus l'ouvrier est exploité, plus il rêve. Rêve d'un paradis terrestre où les ouvriers fraternellement unis gèreraient les moyens de production. Rêve d'une Terre promise que les partisans du communiste Cabot iront chercher dans le désert du Texas. Rêves brisés et perdus aussi comme pour ces Icaris décimés par la faim et le choléra dont il nous conte le lamentable échec dans les déserts du Nouveau Monde. En définitive des rêves caressés puis abandonnés qui les ont aidés à supporter la misère de leur condition.

H.B.

L'ORLEANISME

Gabriel de Broglie a amassé un matériau historique très important et très intéressant sur les Orléans depuis le règne de Louis XIII jusqu'au XIX^e siècle. Mais le titre complet du livre *L'Orléanisme, la ressource libérale de la France* qui est repris d'un texte de Michelet laissait supposer une ambition plus grande. Le présentateur du livre n'en déduisait-il pas que l'« on devine qu'une telle perspective possède des prolongements actuels » ?

Or, en conclusion de son minutieux exposé historique, Gabriel de Broglie explore bien un certain nombre de voies, à la recherche de ces prolongements, mais elles se révèlent être des impasses. Quant à ses analogies avec la période contemporaine, elles sont un peu creuses. Défaut de méthode ? Ou bien n'est-ce pas plutôt un trait permanent de l'« orléanisme » d'avoir toujours déçu ceux qu'il passionnait ? Il faut en tout cas reconnaître à Gabriel de Broglie l'honnêteté de n'avoir pas cherché à imposer une thèse pour justifier une aussi longue étude où les royalistes pourront évidemment puiser matières à réflexion.

F.A.

Références : Régine Pernoud : *Lumière du Moyen-Age* (Grasset), franco 65 F; Jacques Rancière - *La nuit des prolétaires* (Fayard), franco 97 F; Gabriel de Broglie - *L'Orléanisme* (Perrin), prix franco 85 F; Louis Doucet - *Vous avez dit Guyane ?* franco 75 F.

Olivier Germain-Thomas, ce fut très longtemps pour beaucoup, pour nous mêmes, l'expression pure de la flamme militante, l'intransigeance éclairée et le courage au service d'une certaine idée de la France. Défendre l'héritage du général de Gaulle au moment où il était en grand risque de se perdre dans l'opportunisme des politiciens, cela lui paraissait dévolu presque de naissance. L'étudiant qui avait eu le front de clamer son attachement au général dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne de mai 1968 avait sa vocation tracée. D'ailleurs la revue *l'Appel* dont il assumait la direction d'une main ferme l'attestait. Pourtant, il n'y avait pas que le militant chez lui. A la grande surprise de ceux qui le connaissaient mal, il abandonnait sa revue sans broncher d'ailleurs d'un pouce sur ses convictions. L'heure était venue pour lui d'apaiser sa soif intérieure, prendre le temps de l'étude, mais surtout d'un grand voyage en lui-même, et vers je ne sais quelle Asie dont Jean Grenier lui avait donné le goût durant ses études de philosophie.

Ce je-ne-sais dit assez ma propre incertitude et inconnaissance, mais il voudrait signifier surtout l'aspect mystérieux, un peu troublant d'un continent qui est d'abord une région de l'âme. Olivier Germain-Thomas n'est évidemment pas le seul à en avoir subi le puissant attrait, la fascination - le maléfice ? La route des Indes a été parcourue depuis plus de dix ans par tant d'enfants fourbus, riches encore d'un rêve de bonheur, d'harmonie. Mais quelles épaves au bord des chemins ! Notre ami n'était pas dupe, il savait trop d'avance que ces compagnons rencontrés aux carrefours et aux auberges de la dérive, ne cherchaient qu'à nourrir leur propre maladie... ou encore à suivre l'itinéraire des gourous frelatés et des mystiques de pacotilles. Lui avait une autre exigence.

LA DÉCEPTION

On s'interrogera évidemment pour faire le lien entre le gaullisme et la passion des Indes ? Il n'y a évidemment pas de rapport de nécessité. Seulement des correspondances subtiles de sensibilité. Barrès, sans doute. Entre l'homme du 18 juin et son jeune continuateur, il doit bien y avoir cette parenté de l'âme, qui n'est pas d'abord lorraine mais rêveuse. Cela peut d'ailleurs résonner différemment. Malraux aussi, c'était un développement possible de la petite musique barrésienne. Mais plus gravement, des thèmes peuvent être discernés. Il y a chez Barrès cette obsession : « *La vie n'est pas faite pour la pensée* ». Il y a également cette attention constante prêtée au Gobineau orientaliste, à celui de la peur pour un Occident en perte de vitalité. Il me semble discerner chez Olivier Germain-Thomas une peur analogue, dont il nous a fait part l'an dernier aux journées royalistes. Pour en finir avec Barrès : « *Il y a en moi un Asiatique qui s'endort, s'enfonce dans la mélancolie, mais aussi un Hellène... Pour moi, mon rêve demeure une véranda, pleine d'œillets blancs, là-bas sur l'Indus, aux extrémités de l'empire d'Alexandre.* »



par
Gérard
Leclerc

la tentation des indes

Cet Alexandre que l'auteur de *La tentation des Indes* ne cesse de poursuivre lui-même, dans sa conquête de l'empire d'Orient. Ce n'est certes pas un thème nouveau que ce rêve des grands conquérants d'atteindre au continent fabuleux. Mais ce n'est pas l'esprit de conquête qui anime notre voyageur. C'est même tout le contraire. La disponibilité est totale. Que la sagesse ou les dieux prennent possession de lui. Il ne demande qu'à être conquis. La poésie de l'Inde, de son sol, de son ciel, de ses femmes en sari, de ses temples lui est si accordée qu'il en viendrait presque à oublier l'immense misère que l'entoure. Mais le peuple lui est proche. Il refuse la condition du touriste, son exigence d'authenticité ne tolère aucune concession à la contamination occidentale.

La déception est à la mesure de la quête. L'Inde a perdu ou est en train de perdre ses dieux. Le sous-continent n'échappe pas à l'avènement universel de la technique. « *J'oscille, oh oui j'oscille entre adhérer aux plaisirs spirituels que me procure l'Inde, ou laisser monter la colère à l'égard de cette civilisation qui se défait.* » Comment retrouver ce qui se défait irrémédiablement ? « *Auroville illustre à merveille le glissement hors du réel des intellectuels d'Occident. Ce n'est pas une ville, c'est l'idée d'une ville.* » Il arrive même que la déception prenne le ton du scepticisme : « *Je parle d'une Inde qui n'existe plus depuis belle lurette... j'ai été fasciné par des femmes proches encore d'un principe et... j'en ai parlé comme Rousseau du bon sauvage.* » Mais sa propre ironie n'est qu'une épreuve imposée pour maintenir en dépit de tout la certitude de la vie.

Mais cette vie, en quoi consiste-t-elle ? Je n'ai envie de m'avancer ici que sur la pointe des pieds. Toute la pensée et la religion de l'Inde me sont trop étrangères pour que je risque le ridicule d'une confrontation. J'aurai peur aussi de me raccrocher à mes préventions. Mais si j'ai bien compris Olivier Germain-Thomas, le centre de cette sagesse c'est l'accord avec le cosmos, ses rythmes, et la reconnaissance de

la place qui nous y est échue. Le refus de l'Occident, avec son esprit faustien de conquête, d'affirmation du moi conquérant et du désir. Il arrive que l'auteur ait une réaction qui s'identifie totalement à mon mouvement propre. Je la cite bien qu'elle soit unique dans un journal qui semble tout accorder à l'Orient : « *... je tenais bigrement à cette part de moi qui aime, qui pleure et qui rit, qui réagit, qui s'offusque et s'enthousiasme, qui combat et qui bâtit. J'y tenais, j'y tiens. D'abord parce que l'on s'attache toujours à ce que l'on a, mais il y a une raison moins superficielle : c'est au sein de cette part que je sens la présence d'une flamme créatrice. Pourquoi l'éteindre ? Au nom de quoi ? En ai-je le droit ?* » Tout est dit. Et je n'ai rien d'autre à répliquer, sauf à insister que c'est le cri de ma certitude et de mon cœur, l'affirmation irréfutable de la personne. Toute la création, et la vie sous toutes ses formes n'est rien au regard du miracle de l'existence personnelle et de la splendeur du visage humain. L'Inde n'ignore certes pas le visage. Mais son caractère unique ? Mais l'exigence absolue d'immortalité ? Non pas la réincarnation, la résurrection. La perte du personnel est bien autre chose qu'une simple résolution de l'individuel. « *Il ne faut pas trop se monter le bourgeois : la suite ne se fera pas avec ce moi dont j'ai conscience et qui est irrémédiablement destiné à disparaître avec ma mort corporelle.* » Voilà ce que le christianisme nie radicalement. Voilà le point de rupture entre Occident et Orient. Bien sûr l'Occident qui tourne au nihilisme en vient à nier son personnelisme reçu du christianisme. Il est victime de sa propre perversion, l'individualisme farouche et cette énergie qui a changé la face du monde.

ET LES VRAIS PÉRILS

En ce sens la Grèce est bien un lieu de passage, un lieu de choix aussi. L'Orient n'est pas absent de son génie, de son charme, mais son génie le plus profond et le plus original va du côté de la Bible. Lorsque l'auteur de *La tentation des Indes* esquisse un rapprochement entre les deux sages, il consent bien vite que la Grèce est plus proche du christianisme et que Jean à Patmos est juif et grec d'un même élan : « *Le Jean de l'Apocalypse est un prophète tragique alors que la sagesse de Ramana Maharshi est la renonciation sereine au monde... S'il y a rencontre, elle se situe au delà du tragique.* » Peut-on faire l'économie du tragique ? A condition de faire l'impasse sur l'abîme intérieur qui s'identifie avec le destin de la personne, sa relation au divin.

On voit que ce voyage d'initiation ne craint pas de mettre en évidence ses vrais périls. Ce n'est pas son moindre mérite. Il est devenu presque inutile de souligner les qualités d'écriture de son auteur. Ce troisième livre nous en donne une confirmation pour notre joie de lire, avec des dons d'évocation et d'enchantement.

Gérard LECLERC

Olivier Germain-Thomas - *La tentation des Indes* - Ed. Plon, prix franco 71 F.

Sertorius ou la fascination du pouvoir

«... Et depuis quand, seigneur, la soif du premier rang
Craint-elle de répandre un peu de mauvais sang ? ...»

Curieuse destinée que celle de cette pièce de Corneille : créée en 1662, elle connaît un tel succès qu'elle fut représentée dans les trois théâtres existant alors. Elle fut ensuite jouée régulièrement jusqu'en 1805. A cette date, les représentations cessent; il est vrai que Napoléon règne alors en maître. Les esprits chagrins y verront un rapport de cause à effet. Ils n'auront sans doute pas tort ...

Campons rapidement le décor et les personnages principaux. Sertorius, au nom de Rome, gouverne la péninsule Ibérique. En fait, il est en exil, écarté par Sylla qui impose sa dictature dans la capitale de l'empire. Sertorius a pour second Perpenna, lequel ne s'est rallié qu'à cause de l'ascendant exercé par son maître sur ses propres troupes... Pompée, alors général de Sylla (« Vous aidez aux Romains à faire essai d'un maître, sous ce flatteur espoir qu'un jour vous pourrez l'être. ») s'oppose, au nom du dictateur, à Sertorius. Ce dernier protège Aristie, femme répudiée de Pompée; toutes les intrigues qu'elle mène ne visent qu'à rentrer en grâce auprès de son ex-époux. Tout opposé est le caractère de Viriate, Reine de Lusitanie (l'actuel Portugal). Elle a un esprit politique et calculateur. En cherchant à épouser Sertorius, elle veut le couper définitivement de Rome et, du coup affranchir son royaume du joug que l'empire fait peser sur lui : « Rome seule aujourd'hui peut résister à Rome : il faut pour la braver qu'elle nous prêle un homme, ... »

La pièce de Corneille est une véritable œuvre politique, bien plus qu'une tragédie. Tout y est : la fascination du pouvoir, la volonté de puissance; les intrigues des « lieutenants » dont le soutien aux puissants du jour est aussi calculé que provisoire; les manœuvres des hommes en place pour s'y maintenir... En ce sens, l'œuvre demeure étonnamment « moderne » et ces vers résonnent curieusement à nos oreilles.

« Lorsque deux factions divisent un empire, chacun suit au hasard la meilleure ou la pire, suivant l'occasion ou la nécessité qui l'emporte vers l'un ou vers l'autre côté. » Corneille pose l'éternelle question de la légitimité du pouvoir lorsque Pompée invective ainsi Sertorius : « Ne vit-on pas ici sous les ordres d'un homme ? N'y commandez-vous pas comme Sylla dans Rome ? Du nom de dictateur, du nom de général, Qu'importe, si des deux le pouvoir est égal ? » Mais l'auteur apporte la réponse par la bouche de Sertorius : « Je n'ai pour ennemis que ceux du bien commun : Je leur fais bonne guerre, et n'en proscriis pas un. C'est un asile ouvert que mon pouvoir suprême; Et, si l'on m'obéit, ce n'est qu'autant qu'on m'aime. »

La pièce est remarquablement servie par une mise en scène et des décors évocateurs. Dans chaque scène, on a placé une table qui a valeur de symbole et dont la brochure distribuée par la Comédie Française précise : « la table est le lieu de la négociation. En politique, la table est donc bien plus qu'un meuble : un outil et un signe. On joue cartes sur table, on se met à table... Quand tout va mal, on organise une table ronde, sans parler des dessous de table... »

Ajoutons que si l'interprétation est à la hauteur du renom de la Vieille Maison, Michel Etcheverry (Sertorius) et Claire Vernet (Aristie) se distinguent particulièrement.

La Comédie Française s'honore en replaçant une telle œuvre au répertoire.

Pierre CARINI

ils ont choisi la liberté

Jeudi 27 décembre 1979 : Kaboul résonne du vacarme du pont aérien qui dépose en deux jours 60.000 hommes de l'armée soviétique venus instaurer un ordre socialiste meilleur. Des soutes d'un Tupolev descend Karmal qui envoie Amin au peloton d'exécution pour ses « crimes contre le peuple afghan ». Le cycle infernal de l'épuration continue. Daoud assassiné par Taraki assassiné par Amin assassiné par Karmal, en attendant le successeur.

Mais ce jeu de massacre ne cache pas l'essentiel : le peuple afghan broyé par la machine folle d'une idéologie. « Ici on tue comme ailleurs on déboise ». Rappelez-vous les reportages des médias au temps pas si lointain où ce calvaire soulevait l'attention : les lycéennes de Kaboul fusillées dans la rue, les réfugiés qui sautent sur les mines larguées aux frontières, les villages méthodiquement anéantis avec leurs habitants en représailles des coups de main de la résistance...

Beaucoup de voix se sont élevées contre ces Oradour, mais quel gouvernement a agi pour y mettre un terme ? Qui prétendra que les mesures de rétorsion américaines furent réellement appliquées ? Et qui osera défendre l'attitude de la France giscardienne qui n'eut même pas le minimum d'honneur pour boycotter les jeux organisés par ceux qui torturent et qui tuent ? Dans leurs montagnes, les résistants entendaient Radio-Kaboul faire de cette participation la preuve du bon droit soviétique.

Face à la socialisation au napalm, les arguties des bénéficiaires de la détente ne peuvent que provoquer la colère de ceux qui, comme Franceschi, sont allés partager la vie des combattants. Avec les Pachouns, les Hazaras, les Nouristanis, son livre nous fait partager cette guerre des pauvres. Celle des religieux extrémistes du Hezbi, des royalistes du F.N.L.A., des pro-occidentaux du F.I.N.A., des maoïstes du Setem i Milli.

Il ne s'agit pas de cacher que ce sont des valeurs guerrières de sinistre renommée en Europe qui définissent la société afghane. Beau sujet de justification pour ceux, qui en France, ont cherché et trouvé des justifications aux méthodes du régime de Kaboul. Mais enfin : ces familles que l'on massacre, ce sont des femmes et des hommes qui veulent passion-

nément la liberté. Mais enfin : leurs bourreaux sont bien les collaborateurs d'une armée d'occupation dénoncée comme telle et non parce qu'elle est communiste, et aurait pu être de droite ou de gauche.



Entre ceux qui meurent et ceux qui tuent, il n'y a pas de place pour les conférences et pour les sommets du renoncement. Il y a seulement à dire qu'à 6000 km de chez nous la terreur frappe quotidiennement des milliers de pauvres absolus.

Et le moins que l'on puisse faire est de reprendre et colporter le témoignage de ceux qui ont vu l'horreur et n'oublieront jamais cette vision de cauchemar :

« Un hélicoptère surgit de la crête. Trois hommes dévalent la pente à la recherche d'un abri. Le pilote a largué une roquette. Un silence immense recouvre la montagne. Lorsque les autres moudjahidins sont arrivés, ils n'ont pas trouvé de morceaux assez gros pour les enterrer. »

Pensez à eux lorsqu'on vous parlera de détente.

Denys RENAULT

Patrice Franceschi - Ils ont choisi la liberté, la guerre en Afghanistan - Arthaud, 68 F.

ACTION ROYALISTE

le premier congrès

Il y a trois semaines se tenait à Paris le premier congrès de la N.A.R.. C'était la première fois depuis notre création il y a dix ans que nous organisions une telle manifestation.

Mais il nous a paru utile, à une date-charnière pour notre mouvement, et dans le nouveau contexte politique, de réunir et de faire réfléchir ensemble tous ceux qui, par leur adhésion, forment la communauté, militante de la N.A.R.

La plupart des sections de France étaient représentées et très souvent la préparation du congrès avait donné lieu à des réunions préparatoires de travail dans les sections et à des remises de contributions écrites.

Pour sa part le Comité Directeur avait adressé aux adhérents un «rapport préparatoire» qui comportait à la fois un bilan critique sans complaisance de notre action passée et quelques axes proposés pour nos activités à venir.

Réunis en petits groupes de ré-

flexion les congressistes consacrèrent la matinée à analyser les carences et les insuffisances de notre action afin de dégager les trois ou quatre grands domaines où d'une manière prioritaire il a paru nécessaire d'engager des réformes ou des actions.

L'après midi fut la partie constructive du congrès. Chacun des grands thèmes issus de la réflexion du matin fut alors l'objet d'une commission spécialisée qui en fin de journée déposa ses conclusions en séance plénière.

A l'issue de ce congrès, le Comité Directeur est donc maintenant en possession non seulement d'une analyse critique de l'état du mouvement, mais également de nombreuses propositions constructives qu'il faut maintenant mettre en application.

Ce n'est pas ici le lieu pour entrer dans le détail des décisions prises et les adhérents du mouvement en seront avertis par un rapport particulier du Comité Directeur en cours de rédaction.

Disons seulement qu'une première série de mesures vise à améliorer les méthodes de travail et la circulation de l'information dans le mouvement et à une refonte des statuts. D'autre part seront créées des commissions de travail spécialisées qui auront pour tâche de redonner une vigueur accrue à notre propagande et à nos organes d'expression. D'autres transformations seront décidées pendant l'été afin que la N.A.R., ayant fait peau neuve, se retrouve «opérationnelle» dès la fin de l'été. Mais d'ici là, la propagande ne doit pas s'arrêter et tous nos lecteurs doivent y contribuer.

Yvan AJMONT

P.S. Un certain nombre de nos abonnés se sont étonnés de n'avoir pas été invités au congrès. Rappelons que l'abonnement au journal est une chose distincte de l'adhésion au mouvement et que seule celle-ci permet de participer aux congrès. Des bulletins d'adhésion sont à la disposition de nos lecteurs ...

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DIRECTEUR

Aux législatives de 1978, la N.A.R. avait présenté des candidats royalistes afin de dénoncer l'imposture giscardienne et pour expliquer la nécessité d'un Etat indépendant des partis. La situation est aujourd'hui toute différente : la question du pouvoir est en suspens et l'attitude du nouveau président est jusqu'à présent respectueuse des principes qui guident notre action. Une attitude d'hostilité à son égard serait donc irresponsable. D'autre part, tout en réaffirmant sa réserve à l'égard du principal parti de droite, la N.A.R. n'entend pas mener campagne contre lui.

Dans un combat électoral dominé par l'affrontement entre la droite et la gauche, des candidats royalistes risqueraient de tomber au rang d'otages ou de complices, et l'essentiel de leur message ne pourrait être entendu.

Cependant, loin de préconiser l'abstention, la Nouvelle Action Royaliste conseille à ses militants de voter pour les candidats qui, à l'Assemblée, exprimeront le mieux les soucis de justice, de liberté et d'unité qui sont essentiels pour les royalistes.

MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis à 20 h, conférence-débat dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs (4ème étage). Après la réunion, un repas froid est servi pour ceux qui le désirent (participation aux frais du buffet : 10F).

A NOS ABONNÉS

Depuis quelques mois, sous l'effet de la crise économique sans doute, mais aussi par négligence, les réabonnements à Royaliste nous arrivent avec beaucoup de retard. Cette situation est très dangereuse pour nous et met notre trésorerie en difficulté. D'autre part l'augmentation générale du coût de la vie a, bien sûr, des répercussions sur nos dépenses et notre budget se retrouve à nouveau en déséquilibre.

Nous demandons donc à nos abonnés de faire un effort tout particulier pour régler leur abonnement dès la première lettre de

A LA LIBRAIRIE DE LA NAR ON SOLDE

Le service librairie contribue d'une manière très sensible à l'équilibre financier de la N.A.R. Nos stocks permanents comportent plusieurs centaines de titres. Du coup, comme tout magasin important nous organisons des soldes pour diminuer nos stocks durant l'été.

Deux jours de solde, les 27 et 28 juin dans les locaux du journal de 10h 30 à 12 h 30 et de 14h 30 à 20 h.

Important stock de livres d'occasion, des livres neufs avec des remises pouvant atteindre 30%. Profitez-en.

QUESTIONNAIRE-ENQUETE

Dans notre précédent numéro nous avons lancé une grande enquête auprès de nos lecteurs. Déjà de très nombreuses réponses nous sont parvenues. Mais pour que cette enquête soit véritablement significative il nous en faut des milliers. Tous nos lecteurs doivent donc répondre depuis l'abonné, fidèle de la première heure, jusqu'au nouveau lecteur qui achète pour la première fois le journal dans un kiosque. Sur simple demande de votre part nous vous enverrons un exemplaire du questionnaire.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

En cette période de changement, à la veille de nouveaux choix, il importe de rappeler nos principes essentiels, qui permettent de comprendre les raisons de nos attitudes et de nos décisions. Car il est vrai que, depuis dix ans, la Nouvelle Action Royaliste a rarement dit ce qu'on attendait d'elle, et qu'elle s'est rarement situé à la place assignée par la logique et les traditions politiques.

Longtemps situés «à droite», serions-nous devenus, par l'effet de notre vote du 10 mai, des «royalistes de gauche»? Ici on s'étonne, là on se scandalise en dénonçant notre irresponsabilité ou notre goût de la provocation. Soyons sérieux : la N.A.R. n'aurait pas vécu six mois, si elle s'était contenté de rechercher l'originalité à tout prix. Il faut donc dire une nouvelle fois ce que nous n'avons cessé d'affirmer depuis le commencement : notre royalisme nous situe, d'une manière définitive, au-delà de la droite et de la gauche, nos principes politiques nous conduisent à des choix rigoureux, qui rencontrent rarement les intérêts et les passions de l'un et l'autre des deux camps.

LE PEUPE LE LE POUVOIR

Quels principes? Citoyens semblables à tous les citoyens, nous demandons que la justice existe pour chaque personne et pour chaque communauté, et que celles-ci disposent de leur liberté. Ce qui n'est guère original. Mais cela suppose un certain nombre de réformes et de révolutions -nationalisations, décentralisation, autogestion- que certains veulent faire et que d'autres refusent par peur du désordre, ou parce qu'elles menacent des privilèges et des intérêts.

Si nous sommes royalistes, c'est parce que nous croyons que cette justice et cette liberté ne peuvent exister pleinement que dans une nation indépendante servie par un Etat arbitre -cet arbitrage exigeant une légitimité historique et populaire. Tout en posant inlassablement cette question du pouvoir, jamais abordée par les partis politiques, tout en préparant le recours à la solution royale, les citoyens que nous sommes sont évidemment favorables à tout ce qui rejoint notre souci, et opposés à tout ce qui le nie. D'où notre hostilité radicale à Giscard d'Estaing : nous l'avons combattu à cause de ses erreurs et de ses échecs, mais surtout parce qu'il ne manifestait aucun souci politique vrai. En revanche, nous avons voulu donner sa chance à François Mitterrand parce qu'il semblait en mesure de mieux remplir la charge de chef de l'Etat.



par
bertrand
renouvin

nos choix

Le premier discours du nouveau Président confirme d'ailleurs le bienfondé d'un choix qui, sans nous satisfaire pleinement, nous semble cependant préférable à ce qui existait depuis sept ans. En 1974, Giscard d'Estaing avait utilisé l'image de la page blanche. François Mitterrand veut au contraire s'inscrire dans le mouvement d'une histoire nationale peut-être moins partielle que ne le laisserait supposer la cérémonie du Panthéon : évoquant notre peuple qui, depuis deux siècles, a «façonné l'histoire» sans avoir accès, sinon par de «brèves et glorieuses fractures», aux charges du pouvoir, n'affirmait-il pas son souci de l'alliance entre l'Etat et le peuple français, interrompue par deux siècles de bourgeoisie, mais qui existait bel et bien avant la confiscation de l'Etat par cette classe sociale?

L'intention ainsi affirmée par le chef de l'Etat le rend proche de notre projet, de même que sa volonté de ne pas être le chef du camp des vainqueurs, mais le serviteur de l'espérance commune. Comment, enfin, ne pas accorder un large crédit à celui qui place son action sous le signe de la lutte contre l'injustice, souhaite que les citoyens reprennent leurs pouvoirs et refuse que le tiers monde soit à la fois méprisé et affamé.

COMMENT VOTER ?

Cela signifie-t-il que nous sommes devenus socialistes? Non. Une chose est d'approuver le projet de justice, de liber-

té et d'unité du nouveau président, autre chose est de se rallier au Parti socialiste. Nous ne pouvons le faire parce que nous n'avons pas cessé de dire que la politique partisane, à gauche comme à droite, menaçait l'indépendance de l'Etat, parce que nous n'avons cessé de démontrer que tout parti recèle une volonté de puissance qui le pousse à confisquer le pouvoir -donc à empêcher l'arbitrage et à monopoliser l'expression populaire.

Et ce n'est pas le gouvernement Mauroy qui peut dissiper notre crainte! Sans doute doit-on se féliciter de la présence de Michel Jobert au Commerce extérieur, de Jean-Pierre Chevènement à la Recherche, de Pierre Joxe à l'Industrie, de Charles Hernu à la Défense. Mais, dans l'ensemble, il y a une confusion néfaste entre la direction du Parti socialiste -toutes tendances représentées- et la conduite des affaires de la France. Néfaste parce que la représentation au gouvernement de tendances socialistes opposées -atlantistes ou indépendantistes, laïcardes ou non, etc.- risque de mener aux conflits internes et à l'incohérence. Peut-être cette concentration de force était-elle nécessaire pour assurer la coïncidence entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Mais la question de la volonté hégémonique du Parti socialiste reste cependant posée.

C'est dire que, pour les législatives, il ne saurait être question de donner un chèque en blanc au Parti socialiste. Certes, au premier tour, il s'agira d'abord d'éliminer les représentants du parti de l'argent (les anciens U.D.F.) et de faire payer au Parti communiste son attitude à l'égard de l'Afghanistan et des travailleurs immigrés. Au second tour, les critères de notre choix devront être encore affinés, en fonction des tendances représentées par les candidats et de leur propre personnalité. Comment, en effet, accorder son suffrage à ceux qui, au R.P.R. se sont compromis avec Giscard entre les deux tours par inconscience, par faiblesse ou par lâcheté? Mais comment faire confiance aux candidats socialistes qui sont notoirement connus pour leur atlantisme, leur laïcisme rétrograde, leur sectarisme? Cette ligne de conduite n'a pas l'avantage de la simplicité. Mais elle est la seule qui soit rigoureusement cohérente avec les principes de notre engagement politique.

Bertrand RENOUVIN